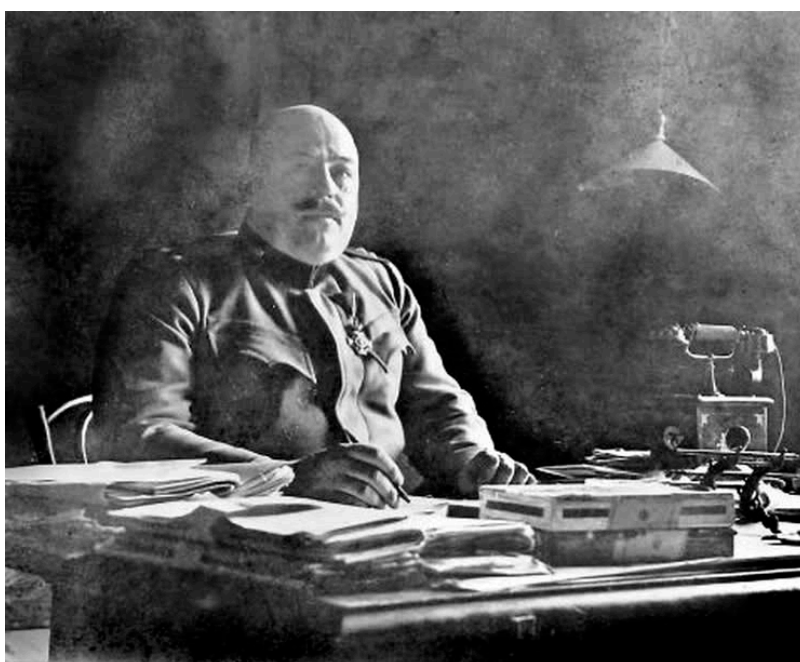


NOTE HISTORIQUE N°42**LE PREMIER SERVICE DE RENSEIGNEMENT SERBE : 1884-1914****Gérald Arboit**

Le colonel Dagrutin Dimitrijević, le 14 mars 1915.

Le premier service de renseignement serbe semble devoir être condamné éternellement pour sa prétendue responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Le colloque international *The Serbs and the First World War, 1914-1918*, en est l'illustration. Organisé par l'Académie serbe des sciences et des arts, en coopération avec Matica Srpska de Novi Sad et l'Académie des sciences et des arts de la République serbe de Banja Luka, du 13 au 15 juin 2014, il devait faire le point sur les dernières avancées historiques sur cette vaste question. Pourtant, son programme ne comportait aucune étude sur ce service¹, alors qu'un chercheur russe, Evgenij Sergeev,

¹ <http://www.balkaninstitut.com/srp/uploaded/program%20WWI%20final.pdf> [consulté le 2 juillet 2014].

fit une présentation sur « The Russian Strategic Intelligence in the Balkans in the First World War : Achievements and Failures ». Pourquoi un tel désintérêt ? La première explication qui vienne à l'esprit est la prétendue responsabilité du renseignement serbe dans l'événement fondateur de l'historiographie de la Première Guerre mondiale. Ainsi, son chef, Dragutin T. Dimitrijević, fait figure de criminel plutôt que d'apparaître comme le véritable fondateur de l'appareil de renseignement militaire de son pays. Pourtant, il dispose d'une véritable (et déjà ancienne) biographie scientifique¹, au même titre que Walter Nicolai² en Allemagne. Pourtant, la mémoire du personnage, parfois caricaturale, retient plutôt le surnom de l'officier, « Apis », une référence au taureau sacré de la mythologie égyptienne. Il s'agit de pointer le physique de taureau de Dimitrijević, résultat d'une grave crise de malaria contractée au cours d'une mission. Cette analogie sacrée permet aussi de montrer, combien cet homme de l'ombre put mener une carrière grâce à ses protections politiques, qui n'avaient d'égaux que l'importance de ceux qui le détestaient. Au point de faire de cet officier, qui disposa d'un réel sens du renseignement, un caractère mythique de l'histoire politique contemporaine de Serbie.

Il est vrai que les études sur le renseignement n'en sont qu'à leur début en Europe. De même, l'intérêt pour les services, étude administrative et humaine à la fois, ne touche pas également tous les pays. Pourtant, nombre de livres évoquent la personnalité de Dimitrijević, souvent en puisant aux mêmes sources, remarquables parce que le taureau se transforme, sous l'effet conjugué de l'anglicisation des sciences humaines et de la recherche virtuelle sur Internet, en abeille. Ce qui enlève tout sens au surnom dont le fondateur du service serbe est affublé. L'objet de cette étude est donc de rendre un peu de sens à une histoire méconnue, même en Serbie. Après avoir retracé les premiers linéaments de l'appareil serbe de renseignement, « Apis » apparaîtra sous un jour nouveau qui permettra de réinterroger, sous le seul angle du renseignement, la manipulation des agents afin de remettre en perspective le fonctionnement du service de Dimitrijević.

La constitution d'un appareil de renseignement

La philosophie du premier service de renseignement serbe pouvait se trouver, comme maintes choses sur le gouvernement et le nationaliste d'ailleurs, dans le texte du « Bismarck serbe », Ilija Garašanin. En 1844, cet ancien colonel de l'armée nationale occupait depuis deux ans le ministère de l'Intérieur de la jeune principauté de Serbie lorsqu'il adressa au prince Aleksandar Karađorđević sa *Načertanije* (esquisse)³. Se voulant « un plan pour le futur » de la Serbie, elle s'inspirait des plans du prince Adam Jerzy Czartoryski, ce patriote polonais réfugié dans la petite principauté et préparant une insurrection contre la Russie. Garašanin rechignait à se joindre à la conspiration. Il demanda au prince que ses agents ne tirassent la Serbie dans un conflit ouvert avec la Russie. Il le fit moins par manque de solidarité avec la cause polonaise que par une compréhension que la méthode de Czartoryski pouvait permettre à son peuple de

¹ David MacKenzie, *Apis, the congenial conspirator. The life of Colonel Dragutin T. Dimitrijevic*, New York, Columbia University Press, 1989.

² Heinz Höhne, Hermann Zolling, *The General Was a Spy*, New York, Coward, McCann & Geoghegan, Inc, 1972.

³ Radoš Ljušić, « Ilija Garašanin on Serbia's Statehood », *Balkanica*, n° 34, 2008, p. 131-174 ; Paul N. Hehn, « The Origins of Modern Pan-Serbism. The 1844 Načertanije of Ilija Garašanin, an Analysis and Translation », *East European Quarterly*, n° 2, 1975, p. 153-171 ; Charles Jelavich, « Garašanin's Načertanije und das grosserbsische Programm », *Südostforschungen*, n° 27, 1968, p. 134-144.

s'affranchir de la Turquie ottomane. De même, il trouva aussi une inspiration dans le *Plan pour la politique slave de la Serbie* du représentant polonais à Belgrade, Franz Zach. Moins ambitieux, Garašanin estima que ce modèle devait servir à rebâtir le médiéval Etat serbe, qui comprendrait, outre la principauté de Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, le Monténégro et la « Vieille Serbie » (Raška, Kosovo, Metohija, sandžaks de Novi Pazar, du Kosovo, de Peć et de Skopie).

Pour ce faire, cet homme rompu aux questions de renseignement - il avait organisé un embryon de service de renseignement au travers de la police militaire serbe, le 12 novembre 1839¹, sur le modèle de la *Geheime Feldpolizei* prussienne - n'envisageait pas de recourir à la guerre, mais à la propagande et l'action clandestine. Ministre de l'Intérieur de Serbie jusqu'en 1852, puis des Affaires étrangères (1852-1853) et chef du gouvernement (1852-1853, 1861-1867), il disposait déjà d'agents d'influence dans les principautés environnantes, stipendiant le clergé orthodoxe et nommant des instituteurs serbes. Menant une diplomatie secrète prudente en Europe, il était plus audacieux contre la Turquie, nouant des accords secrets aussi bien avec les communautés serbes qu'avec les patriotes monténégrins, bosniaques, herzégovins, albanais, bulgares, roumains et grecs. Il prévoyait un soulèvement général des Balkans contre l'oppression ottomane. Mais son plan ne put aboutir, car il fut brusquement écarté du pouvoir en 1867. Dix ans plus tard, il fallut l'initiative russe pour concrétiser une partie des espérances de Garašanin dans l'internationalisation de la question serbe. Le traité de Berlin (13 juin-13 juillet 1878) reconnut l'indépendance de la principauté.

Non seulement la Serbie pouvait se doter d'une diplomatie officielle, mais elle pouvait aussi constituer une armée. Depuis 1859, elle s'était autonomisée du ministère de l'Intérieur au point de former d'abord, une administration générale militaire, puis, trois ans plus tard, un véritable ministère. Le 5 février 1876, un décret du Conseil d'Etat établit un Etat-major général formé de trois départements : opérations, topographie et histoire². Au sein du premier fut créée une structure de renseignement. Elle ne s'en autonomisa, signe de sa prise d'importance au sein des forces armées, que le 6 mars 1884, lorsqu'elle devint la sous-section extérieure du Premier département. Il s'agissait d'un service élargi, s'occupant à la fois du recueil de l'information d'intérêt militaire et du contre-espionnage. S'inspirant du modèle de le *Nachrichtendienst* allemand³, il résultait à la fois de l'influence du *Reich* wilhelminien dans ce pays que de l'importance de la militarisation de la société serbe. Le lendemain, la sous-section adoptait ainsi une organisation reflétait ce double intérêt, externe et interne. La première relevait des activités dont s'occupait le Deuxième bureau de l'Etat-major général en France. En effet, il s'agissait de l'étude des armées des pays voisins et des principales puissances européennes, de leur organisation, de leur dotation en personnel, de leur composition, de leur mobilisation et de leur éducation. Pour cela, en plus de la lecture des publications étrangères (journaux, presse et littérature militaire), elle disposait d'un réseau d'attachés militaires (Sofia, Bucarest, Cetinje, Thessalonique, Constantinople, Saint-Pétersbourg, Londres, Paris, Rome⁴) et décidait des missions d'information à

¹ Božidar Forca, Stanislav Stojanović, Zoran Putica, Katarina Terzić, *White Paper on Defence of the Republic of Serbia*, Belgrade, 2010, p. 34, http://www.mod.gov.rs/multimedia/file/staticki_sadrzaj/dokumenta/strategije/Bela_Knjiga-Engleski.pdf [consulté le 2 juillet 2014].

² *Ibid.*, p. 46.

³ Markus Pöhlmann, « German Intelligence at War », *The Journal of Intelligence History*, vol. 5, n° 2, 2005, p. 25-54.

⁴ Aleksandar Milenković, « 135 година војнодипломатског представљања републике србије у свету [135 ans de représentation diplomatique militaire de la République serbe dans le monde] », *Војно дело [Le Travail militaire]*, hiver 2013, p. 334.

l'étranger, sous la forme de déplacements de loisir, financés par l'état-major (*Spannungsreisende* — voyageur-observateur¹), ou de réponse aux invitations à suivre des manœuvres militaires. En 1900, elle devint la sous-section pour les rapports.

La capacité de recherche humaine par agents, que remplissait en France la Section de renseignements, semblait déléguée à la division interne, qui comptait aussi le bureau de presse de guerre, la censure et la police militaire. Cette organisation était liée à la nature dont fonctionnait le ministère de l'Armée. Mais elle reflétait de moins en moins les activités de renseignement qui, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, se développèrent de plus en plus. En d'autres termes, la division interne remplissait avant tout une fonction administrative, tandis que le traitement des agents se menait indépendamment aux frontières du pays, en fonction des objectifs militaires du moment. Le 31 décembre 1902, à l'occasion d'un nouveau Règlement du service d'état-major, elle fut renommé Département du renseignement [Одељење за обавештајне]². Six ans plus tard, à la suite de la nouvelle donne géopolitique locale (annexion de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie), l'Etat-major général décidait d'ajouter aux trois postes d'observation frontaliers avec la Turquie (Vranjski Ksri, Raška, Jaworski Vrh), trois autres face à l'Autriche-Hongrie (Šabac, Loznica, Užice). Comme leur modèle des *Nachrichtenoffizieren* allemands, ces « agents de supervision » [надзорних официра] recueillaient le renseignement, recrutaient leurs agents et rendaient compte au Département du renseignement. Cette configuration, qui correspondait aussi à un Etat assiégé autant que prompt à briser son encerclement, fut également la dernière avant la Première Guerre mondiale, de même qu'elle fut l'ultime signe de l'influence allemande sur le système militaire serbe³.

Les « agents de supervision » serbe en 1913

Face à l'Autriche-Hongrie		Face à l'Empire ottoman	
Šabac	Čeda Popović, major	Vranjski Ksri	Božin Simić, capitaine
Loznica	Kosta Todorović, major	Raška	Radoje Pantić, capitaine
Užice	Zivojin Pavlović, major	Jaworski Vrh	Milan Vidojević, capitaine

De la même façon, ces « officiers aux frontières » furent transférés dans leur corps d'armée dès la déclaration de la première guerre balkanique (octobre 1912), comme ils le furent deux ans plus tard lors du conflit mondial. Le plus souvent, ils rejoignirent leurs unités, passées à la postérité sous le nom de *četnik* [четник] en Bosnie et de *Komitski* en Macédoine et au Kosovo. Celles-ci étaient organisées depuis le début du XX^e siècle par les correspondants régionaux du Département du renseignement de l'état-major général, militaires serbes enrégimentés dans des garnisons frontaliers et civils serbes habitants au-delà. Celui de la région de Raška

¹ Leur rôle est exposé dans Ulrich Trumpener, « War Premeditated? German Intelligence Operations in July 1914 », *Central European History*, n° 9, 1976, p. 58-85.

² Zoran Dragišić, « обавештајно – безбедносни систем републике србије [Le système de renseignement de la République de Serbie] », *Годишњак факултета безбедности [Annuaire de la faculté de sécurité]*, Belgrade, 2011, p. 111-112, citant Ministère de la Défense de la République de Serbie, Agence de renseignement militaire, *Обавештајна делатност у новој српској историји 1804-1941 [Les activités de renseignement dans la récente histoire de la Serbie, 1804-1941]*, Belgrade 2007.

³ Slobodan V. Djukić, *Страни утицаји на развој српске војне доктрине 1878-1918. године [Influence étrangère dans le développement de la doctrine militaire serbe]*, Doctorat, Philosophie, Université de Belgrade, 2013, p. 231, 237, 249-251.

compta ainsi, entre 1905 et 1912, les capitaines Čeda Popović, puis Milan Vidojević¹, « agents de supervision » du lieu avant d'être affectés ailleurs, suite au conflit. Ces compagnies irrégulières d'autodéfense furent également des groupes de propagande, placés le plus souvent sous la responsabilité d'un prêtre orthodoxe ou d'un instituteur. Cette remise au goût du jour des réseaux de Garašanin impliqua que le Département du renseignement collaborât avec le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Serbie. Ayant tiré les conséquences de l'annexion autrichienne de la Bosnie, ce dernier était décidé à intervenir plus offensivement dans les programmes de propagande. Pour ce faire, il patronna la constitution d'une organisation de masse, *Défense nationale* [*Народна одбрана*], vouée à l'autodéfense des Serbes de Bosnie, d'Herzégovine, du Monténégro et de la « Vieille Serbie ». Son programme, rendu public à Belgrade en 1911, enlevant tout caractère secret à cette association, prévoyait :

- d'élever, inspirer et renforcer le sentiment national ;
- d'enregistrer et d'enrôler des volontaires ;
- de former des unités de volontaires et de les préparer pour l'action armée ;
- de recouvrer des contributions volontaires, y compris l'argent et d'autres choses nécessaires pour la réalisation de sa mission ;
- d'organiser, d'équiper et de former des unités révolutionnaires spéciales, destinés à l'action militaire spéciale et indépendante ;
- de développer l'activité de défense du peuple serbe dans toutes les autres directions².

La publicité faite à cette association aux visées éducatives (*Kulturverein*), de même que son caractère profondément nationaliste, expliquait l'engouement qu'elle connut tant en Serbie que dans les provinces irrédentes. Quelque quatre cents comités locaux se créèrent, attirant plus de cinq mille hommes, en majorité des jeunes, influencés par les cours d'enseignants serbes développant un discours largement antiautrichien. De fait, l'activité de chaque section de *Défense nationale* fut rapidement difficile à contrôler hors des frontières du Royaume, autorisant tous les excès, mais limitant ses possibilités d'action clandestine³.

Pour cela, dès 1910, le ministre des Affaires étrangères (1909-1911), puis chef du gouvernement (1911-1912), Milovan Đorđe Milovanović, suivit avec intérêt la constitution d'une société parallèle, secrète celle-là, montée par le Département du renseignement. Il y délégua même un représentant, le vice-consul Bogdan Radenković. Ancien secrétaire du métropolite serbe de Macédoine, il avait eu une expérience de *četnik* en 1905-1908. Le 9 mai 1911, il représentait bien les Affaires étrangères lorsqu'il apposa sa signature au bas de la charte instaurant l'organisation *L'Union ou la mort* [*Уједињење или смрт*], plus connue comme la *Main noire* [*Црна рука*]. A ses côtés, se trouvaient d'anciens *četnik*, le journaliste Ljubomir S. Jovanović et les capitaines Vojislav Tankosić et Ilija Radivojević. S'y trouvaient aussi des officiers d'état-major, les majors Milovan Gr. Milovanović, Dragutin T. Dimitrijević, Čedomir A. Popović et les capitaines Velimir Vemić et Milan Vemir ; ce dernier se trouvait assumer les fonctions de secrétaire national de *Défense nationale*, soulignant la liaison entre les deux

¹ Salih Selimović, « Komitski Pokret u oslobođenju Sjeničkog i Pljevaljskog Sandžaka 1912. Godine [Komitski mouvement de libération à Sjenica et dans le Sandjak de Novi Pazar en 1912] », eNovosti.info, 10 mars 2013, http://mojenovosti.com/lat/index.php?option=btg_novosti&catnovosti=0&idnovost=63908#.U7LgBUA098E [consulté le 2 juillet 2014].

² *Народна одбрана издање стредисног одбора народне одбране* [*Narodna Odbrana, un organe publié par le Comité central de la société Narodna Odbrana*], Belgrade, Nova Stamparija Davidovic, 1911.

³ John Hance, *Chaos, Confusion, and Political Ignorance. The Untold Truth about the Start of World War I, June 28-August 5, 1914*, Bloomington, Trafford Publishing, 2014, p. 117-119.

organisations, la plus ancienne étant la couverture officielle de la seconde.

Toutefois, le rayon d'action de *L'Union ou la mort* était plus large, s'étendant aux régions serbes traditionnelles (Bosnie¹ et Herzégovine, Monténégro, Veille Serbie) mais aussi à de nouvelles terres irrédentes (Macédoine, Croatie, Slovénie et Symrie, Vojvodine, région côtière). De même, sa mission était moins culturelle et éducative, mais plus opérationnelle :

- influencer tous les éléments officiels de Serbie - qui sont le Piémont de la serbité - ainsi que tous les échelons de l'Etat et, à travers eux, toute la vie sociale ;
- constituer une organisation révolutionnaire dans tous les territoires où vivent des Serbes ;
- au-delà des frontières, se battre par tous les moyens contre tout ennemi de cette idée ;
- entretenir des relations amicales avec tous les Etats, les nations, les organisations et les individus sympathisant avec la Serbie et la cause serbe ;
- donner toute assistance à ces pays et ces organisations luttant pour leur libération et l'unification nationales².

Cet instrument du Département du renseignement était voué à promouvoir la guérilla dans les terres irrédentes de la Serbie ; pour cela, les « officiers aux frontières », comme le rapporta celui de Šabac, le major Čeda Popović³, facilitèrent les infiltrations de caisses d'armes en territoires ottoman ou austro-hongrois⁴. Au lendemain de la seconde guerre balkanique, cette activité parut trop dangereuse au gouvernement de Nikola Pašić (1912-1918), qui chercha à supprimer le service des « agents de supervision », ou du moins de les retirer de la frontière pour leur affecter à d'autres tâches dans les garnisons de l'intérieur ou dans de nouveaux domaines de l'art militaire. Ce qui sauva ces militaires fut qu'ils formaient aussi un performant outil de renseignement ; durant leurs deux premières années de travail à la frontière bosniaque, entre 1908-1910, ils avaient établi un état précis de l'espionnage austro-hongrois contre la Serbie depuis leurs observatoires d'Užice et de Loznica⁵. *L'Union ou la mort* se présentait également comme un outil de la diplomatie serbe, telle que la voyait Milovan Đorđe Milovanović. Les deux derniers points de son programme trahissaient les visées de celui qui était encore ministre des Affaires étrangères. Avec l'appui de la diplomatie russe, il commença à poser les jalons de la future Ligue balkanique, signant le 13 mars 1912 une alliance défensive secrète avec son confrère bulgare, Ivan Evstratiev Geshov, transformée en alliance militaire complète le 12 mai suivant ; suivirent des accords similaires avec la Grèce, en juin, et le Monténégro⁶.

Les réformes au sein de l'Etat-major général (1900-1902) avaient permis cette

¹ Friedrich Würthle, *Die Spur führt nach Belgrad. Die Hintergründe des Dramas von Sarajevo 1914*, Vienne, Fritz Molden, 1975, p. 17-21.

² Henri Pozzi, *Black Hand Over Europe* (Reprint of the London, The Francis Mott Company, 1935 edition), Zagreb, Croatian Information Centre, 1994, p. 120 ; Vasa Kazimirović, *Црна рука, Личности и догађаји у Србији од преобраћа 1903. до Солунског процеса 1917. године [La Main Noire. Personnalités et événements en Serbie depuis le coup d'Etat de 1903 jusqu'au procès de Salonique de 1917]*, Kragujevac, Prizma, 1997, p. 543.

³ Čeda Popović, « Сарајевски атентат и организације „Уједињење или смрт“ [attentat de Sarajevo et organisation de *L'union ou la mort*] », *Ново Европа [Nouvelle Europe]*, XXV, n° 8, 26 juillet 1932, p. 400-401 ; David MacKenzie, *op. cit.*, p. 102-103.

⁴ Dans *The War that Ended Peace. How Europe Abandoned Peace for the First World War*, Londres, Profile Books, 2013, Margaret MacMillan commet un anachronisme hasardeux en comparant cette activité aux livraisons contemporaines de l'Iran au *hizbu-llāh* libanais (p. 514).

⁵ Mile Bjelajac, Predrag Trifunović, *Измедју војске и Политике. Биографија генерала Душана Трифуновића (1880-1942) [Entre le militaire et politique. Biographie du général Dusan Trifunovic (1880-1942)]*, Belgrade, Institut za noviju istoriju Srbije, p. 60.

⁶ Richard C. Hall, *The Balkan Wars 1912-1913. Prelude to the First World War*, Londres, Routledge, 2000.

bonne intégration des différentes activités étrangères menées à la suite de l'annexion de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie. Elles résultaient aussi d'une montée en puissance de l'Etat serbe. Pourtant, la création d'un éphémère service de renseignement intérieur fut uniquement conjoncturelle. Le 24 juin 1899, un Bosniaque avait réussi à s'introduire dans le pays et à tirer sur la calèche de l'ancien Roi Milan Obrenović, avant d'être arrêté par la police de Belgrade. La première réaction du souverain fut d'obtenir de son fils, qui assumait la régence, renvoyât le gouvernement. Puis, le 17 octobre suivant, une loi fut adoptée créant un Département de police secrète [Одељење за поверљиве полицијске послове] au sein du ministère de l'Intérieur, pour « *assurer la préservation à l'intérieur de l'Etat et la sécurité matériel en général* »¹. Cette mission recouvrait le renseignement et le contre-espionnage, ainsi que la répression des activités de propagande et l'antiterrorisme. Ce nouveau service entendait apporter à la Serbie les techniques modernes (fichiers, anthropométrie, filature et infiltration) de la préfecture de police de Paris et de la section de la police d'Etat autrichienne, appelée Section I. Surtout, le gouvernement cherchait par ce moyen à plaire à la famille régnante, plutôt qu'à se doter d'un outil réellement opérationnel. Un an plus tard, un décret royal mettait ainsi fin à cette expérience, confiant à la police générale les compétences ayant relevé du Département de police secrète.

Le véritable initiateur du renseignement serbe

L'unique chef de ce département fut le commissaire de seconde classe Jovan S. Milovanović. Juriste de formation, il avait commencé sa carrière à la municipalité de Belgrade (1865), puis avait gravi tous les échelons de l'administration de la Justice (1866-1883), depuis la cour de la capitale jusqu'à la juridiction commerciale et d'appel. Président de l'association serbe de sténographie, il était tout désigné par intégrer l'Intérieur, par décret du 11 octobre 1899, et se consacrer la modernisation de la police, avec les encouragements du ministre réformiste Đorđe A. Genčić². L'entreprise fut interrompue après la démission du gouvernement, le 25 juillet 1900. Cette décision du nouveau Premier ministre, le président sortant de la cour d'appel Aleksa Jovanović, démontrait l'extrême politisation du renseignement dans une démocratie serbe qui se cherchait. Le pays venait d'entrer dans une profonde crise suite à la décision du prince-régent Alexandre Obrenović de renvoyer le gouvernement (1899) et d'épouser une ancienne dame de compagnie de sa mère, qui plus est veuve (1900). Face à l'impopularité croissante du chef de l'Etat, notamment au sein de l'armée en voie de paupérisation, et à la fragilité du nouveau gouvernement, l'appareil de renseignement se bloqua, tant au niveau militaire qu'au niveau policier. La situation extérieure ne suscitait pas d'inquiétude. Le pays plongeait dans une crise intérieure nimbée de nationalisme, que seul le coup d'Etat des 10 et 11 juin 1903 pût interrompre³. A la manœuvre se trouvait de jeunes officiers du cours d'état-major de l'Académie militaire, mais également, à partir de novembre 1901, l'ancien ministre de l'Intérieur Đorđe A. Genčić. Les réseaux du Département de police secrète dans la capitale contribuèrent à désinformer le gouvernement, tandis que les lieutenants Dragutin T. Dimitrijević et Antonije Antić manœuvraient à convertir l'armée, par cercles concentriques, depuis

¹ *Службени дневник Краљевине Србије [Journal officiel du Royaume de Serbie]*, n° 227, 8/20 octobre 1899.

² *Полицијски Гласник [Bulletin de la Police]*, vol. 4, n° 11, 19 mars/1^{er} avril 1900.

³ David MacKenzie, *op. cit.*, p. 29-30.

Belgrade jusqu'aux garnisons frontalières. Cette collaboration entre renseignement policier et armée apparut clairement au moment des manifestations de mars 1903, lorsque la petite quarantaine de comploteurs réalisa qu'ils tenaient la capitale. Dès lors, le coup d'Etat pouvait se réaliser. Le renseignement ne fut pas totalement efficient, puisque l'Assemblée nationale et le Sénat profitèrent de l'assassinat des souverains pour porter sur le trône la dynastie des Karađorđević, renversée par les Obrenović en 1858.

Pourtant, avec Dimitrijević, promu capitaine le 29 décembre 1902, il apparaissait que le Département du renseignement apportât sa contribution au complot. Depuis le 14 octobre 1901, ce coorganisateur du coup d'Etat de juin 1903 était attaché à l'Etat-major général. Titularisé le 20 mai 1905, promu le 29 juin suivant capitaine d'état-major, il y resta jusqu'au 13 mars 1907¹. Son affectation au Département du renseignement ne faisait aucun doute, pour au moins trois raisons : en août 1903, il fut envoyé à Niš afin d'enquêter sur une conspiration pro-Obrenović qui s'était nouée au sein de la garnison après l'avènement de la nouvelle dynastie ; de 1904 à 1906, il participa au comité secret de coordination des activités de *četnik* en Macédoine ; entre septembre 1906 et mars 1907, il fit un voyage d'étude en Allemagne, ce qui lui permit d'assister en janvier 1908 aux manœuvres de Breslau. L'une et l'autre activité appartenaient aux missions incombant au Département du renseignement. Si le reste de sa carrière semblait conforme à un développement normal, alternant périodes de direction d'état-major d'armes (23 mars 1907-3 mai 1909 ; 24 juillet 1910-18 août 1913) et de commandement de régiment (3 mai 1909-9 février 1910), ce qui lui permit d'être promu major (27 août 1908) et lieutenant-colonel (14 janvier 1913), une absence d'affectation apparaissait étrangement entre le 10 février et le 23 juillet 1910. Cette période correspondait à l'époque où se mettait en place l'organisation *L'Union ou la mort*. Une lettre de Dimitrijević du 19 janvier 1910 au capitaine Velimir Vemić laissa penser à son destinataire que le major « *était non seulement au courant de la préparation, mais aussi l'instigateur de la chose entière* »². La décision de créer *La Main noire* apparaissait ainsi comme venant du Département du renseignement, qui mit à disposition pour cinq mois un officier supérieur afin d'assurer la coordination du travail entre le service et le ministère des Affaires étrangères. Sa nomination ensuite à la direction de l'état-major de la cavalerie, à Belgrade, n'était pas étonnante : la cavalerie légère était classiquement affecté aux missions de reconnaissance à l'avant des troupes, c'est-à-dire qu'elle fournissait l'information opérationnelle. Compte-tenu de la configuration du Département du renseignement, au sein d'une armée faiblement dotée financièrement, ce partage des travaux, entre l'analyse au service et le recueil à la cavalerie, paraissait logique.

D'ailleurs, Dimitrijević se vit demander par le chef d'état-major général, le général Radomir Putnik, de monter une véritable mission de renseignement aux frontières sud, à l'été 1912. En préparation de la prochaine offensive contre la Turquie ottomane, le commandement militaire et le gouvernement désiraient connaître les positions et les dispositions des chefs albanais. L'éphémère successeur de Milovan Đorđe Milovanović au poste de Premier ministre, Marko Trifković, proposait même un « *traité des Serbes et des Albanais dans le vilayet du Kosovo* », c'est-à-dire une autonomie albanaise dans le cadre de la Serbie si les chefs décidaient de se ranger aux côtés des Serbes³. Par le biais des comités locaux de *Défense nationale*, les principaux furent

¹ Etats de service de Dragutin T. Dimitrijević [*Ibid.*, p. XIII-XIV].

² *Ibid.*, p. 67.

³ Dejan M. Babić, Radovan Samardžić, *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Paris, L'Age d'homme, 1990, p. 216-217.

prévenus de la venue d'émissaires serbes. Du 22 août au 6 septembre, trois reconnaissances furent menées en direction de la montagne Jablanica, à l'ouest, de la Macédoine, au centre, et du Kosovo, à l'est. Les officiers d'état-major affectés à ces missions furent choisis parmi ceux de *La Main noire*, confirmant son utilité de service d'« action invisible »¹ à usage du Département du renseignement, le capitaine Božin Simić pour la première, le major Milovan Gr. Milovanović et le capitaine Velimir Vemić, pour la seconde, le major Dragutin T. Dimitrijević, le capitaine Milan Zavaći et Bogdan Radenković pour la troisième². Cette dernière reconnaissance se mit en marche dès le 23 août. De Belgrade, Dimitrijević et ses compagnons prirent le train pour Raška, où les attendait un agent du chef albanais Isa Boljetinac. L'opération était à ce point incongrue que personne n'avait pensé à se munir de vêtements albanais, ce qui leva toute confidentialité à la mission. L'Albanais repoussa les offres serbes, réaffirmant sa soumission à la Turquie ottomane. Toutefois, il assura un sauf-conduit à Dimitrijević et ses deux compagnons³.

Ils rentrèrent à Belgrade le jour de la proclamation de la mobilisation de l'armée serbe, le 9 septembre 1912. Dimitrijević eut juste le temps de faire son rapport à Putnik qu'il déclara une violente crise de malaria, le 18 septembre. Comme il n'existait pas encore de traitement, de violentes fièvres maintinrent le major à l'hôpital jusqu'au 30 mars 1913. Il ne participa donc pas à la première guerre balkanique. Mais il semble qu'il mit à profit sa convalescence à Berlin pour mener un nouveau voyage d'étude. Cette fois, son état de santé ne lui permettait pas d'assister à des manœuvres. Confiné au fond d'un lit ou pelotonné dans un fauteuil, il put analyser à loisir la presse allemande et en adresser le rapport au Département du renseignement. Par l'exploitation de ces sources ouvertes, il put mettre en évidence le danger pour la stabilité balkanique que faisait courir la Bulgarie dans l'affaire d'Andrinople et annonça les risques de renversement d'alliance au désavantage de la Serbie. Les hostilités avec la Turquie étaient à peine achevées que la réalité lui donna raison. Au courant des travaux de Dimitrijević, le chargé d'affaires serbe à Berlin, Miloš Bogićević, suggéra à son ministre des Affaires étrangères, Nikola Pašić - qui était aussi chef du gouvernement - qu'« *il serait prudent de l'instruire d'adresser ses rapports militaires depuis ici et de l'utiliser pour d'autres questions militaires. Précisément, pendant la guerre turque, un expert militaire manquait gravement* »⁴.

Le Premier ministre considérait Dimitrijević comme un adversaire politique, soupçonnant que *La Main noire* fut aussi un instrument de politique intérieure. Aussi jugea-t-il prudent de le maintenir à Berlin jusqu'en octobre 1913. Le lieutenant-colonel mit à profit ce temps pour obtenir la confirmation que l'Allemagne s'était définitivement rangée aux côtés de l'Autriche-Hongrie⁵. Ce qu'il ne soupçonna pas, fut que l'*Abteilung IIIb*, le service de renseignement du Reich berlinois, coopérait avec l'*Evidenzbureau*, son homologue du Reich viennois⁶.

Le 18 août 1913, une semaine après la fin de la seconde guerre balkanique, le

¹ Cf. la définition du colonel Alain de Marolles, « La tradition française de l'action invisible », Pierre Lacoste (dir.), *Le renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998, p. 335-354.

² David MacKenzie, *op. cit.*, p. 89-90.

³ *Ibid.*, p. 90-91.

⁴ Bogićević à Pašić, 24 juin/7 juillet 1913 Dusan Lukac (dir.), *Аустро-Угарску и Србија 1903-1914, Документи из бечких архива [Autriche-Hongrie et Serbie 1903-1914. Documents des archives de Vienne]*, VI, 1913-14, 2, Belgrade, Istorijски institut, 1981, p. 638-641.

⁵ David MacKenzie, *op. cit.*, p. 99.

⁶ Albert Pethö, *Agenten für den Doppeladler. Österreich-Ungarns Geheimer Dienst im Weltkrieg*, Graz, Leopold Stocker Verlag, 1998.

chef d'état-major général, le *Vojvoda* (maréchal) Putnik, nomma Dimitrijevic à la tête du Département du renseignement. Ce choix couronnait une carrière tout entière dévouée à la guerre de l'ombre, la maladie ayant tenu le lieutenant-colonel loin du front pendant les deux conflits que venaient de connaître la Serbie. Il soulignait également la protection dont l'officier jouissait depuis son action conspiratrice de 1903. Après Milovan Đorđe Milovanović, le roi Pierre et ses fils, Alexandre et Georges, l'appui du chef d'état-major général le protégeait des différentes inimitiés que lui valait ses activités clandestines, tant au sein du Parti radical - qui tenait le gouvernement depuis le coup d'Etat, notamment à travers Nikola Pašić -, que dans les rangs de l'armée. Les uns craignaient que les anciens comploteurs ne cherchassent à changer de majorité au pouvoir, non par les élections, mais par la force. Pour se prémunir de toute surprise, le chef du gouvernement fit intégrer *La Main noire* à un ancien *četnik*, Milan Ciganović, un jeune Bosniaque à qui il avait trouvé un poste mineur dans les chemins de fer du Royaume. Disposant ainsi d'un agent personnel, Pašić était au courant des tribulations internes de l'organisation¹. Les autres voyaient d'un mauvais œil la carrière rapide de Dimitrijević, alors que ses collègues conspirateurs avaient tous été conduits vers la démission, avant que la conduite de l'armée contre la Turquie nécessitât qu'ils fussent rappelés. Entre les deux groupes, le prince héritier Alexandre, qui avait déjà éliminé son frère de la course au pouvoir, se méfiait du lieutenant-colonel qui avait permis le retour des Karađorđević sur le trône de Serbie. Préparant la succession de son père, il tenta de déstabiliser l'officier. En mars 1911, il tenta d'obtenir du général Stephan Stapa Stepanović, à peine renommé ministre de l'Armée, qu'il transféra de Belgrade le major Dimitrijević, ainsi que son ami à l'Etat-major général, le major Milovan Gr. Milovanović². Puis il organisa des fuites autour de *La Main noire*, en décembre suivant, dans son propre journal *Tribuna*. Toutefois, il avait bien pris soin, en août précédent, d'offrir un financement au quotidien *Pijmont* lancé par Dimitrijević, au nom de l'association *L'Union ou la mort*. En mars 1912, le prince héritier Alexandre laissa sa créature, le major Petar Živković, qui avait formé une *Main blanche* pour regrouper les opposants à Dimitrijević, se répandre dans toutes les enceintes contre son ancien compagnon de complot de 1903. A chaque fois, le Roi Pierre désavoua son fils, imposant même au printemps 1912 une clarification à l'armée, signalant l'unité de vue entre les conspirateurs de 1903 et la dynastie, dont Alexandre était l'héritier³.

Les observateurs étrangers n'étaient pas dupes. Bien que n'ayant pris son poste que le 30 avril 1911, le ministre autrichien en Serbie, Stephan von Ugron zu Ábránfalva, cerna bien le problème démocratique de ce petit pays des Balkans. « *Il y a beaucoup à dire à propos de ce supposé mouvement d'officiers, mais personne ne sait quoi que ce soit d'avéré* », nota-t-il dans une dépêche de janvier 1912. Mais il estima que *La Main noire* n'était « *réellement rien qu'une couverture ; son objectif est d'intervenir dans les affaires intérieures* ». Quant au rôle de chef de cette organisation, il était « *supposément tenu par le commandant de l'Etat-major général Dragutin Dimitrijević* »⁴. L'attaché militaire russe, le colonel Viktor Alekseïevitch Artamonov, semblait partager la même appréciation⁵ ;

¹ Joachim Remak, *Sarajevo. The Story of a Political Murder*, New York, Criterion Books, 1959, p. 49.

² Savo Skoko, Petar Opačić, *Vojsvoda Stena Stenapanoviћ у Ратовима Србије, 1876-1918* [*Le Vojvoda Stepa Stepanović dans les guerres de Serbie, 1876-1918*], Belgrade, Beogradski izdavačko-grafički zavod, 1990, p. 197-205.

³ David MacKenzie, *op. cit.*, p. 86.

⁴ *Ibid.*, p. 72-73.

⁵ *Международные отношения в эпоху империализма. Документы из архивов царского и временного правительств* [Relation Internationale à l'époque de l'impérialisme. Documents provenant des archives tsaristes et des gouvernements provisoires], II, 1900-1913, 1, Moscou, Publication économique et social de l'Etat, 1931, p. 100-101.

deux ans plus tard, il conservait le même regard critique sur le jeu politique de son interlocuteur, devenu le chef du Département du renseignement, et de son organisation. Pourtant, en juin 1914, le ministre russe, Nikolas Genrikhowich Hartwig, constata que *La Main noire* n'avait « jamais eu la moindre influence dans l'armée, qui n'intervient pas dans les affaires intérieures »¹.

Si sa personnalité n'était pas neutre - loin s'en fallait -, les ambitions du lieutenant-colonel ne furent jamais réellement politiques. Il affichait certes un nationalisme serbe acharné, admirait la discipline prussienne inculquée par son apprentissage à l'Académie militaire et ses séjours en Allemagne, et vouait une passion pour l'Armée. De ce point de vue, *L'Union ou la mort* pouvait ressembler à la *Ligue militaire*, à l'origine du coup d'Etat grec de 1909. Seulement, la situation de la Grèce ne pouvait être comparée à celle la Serbie, ou alors seulement à celle de 1903. Même en mai 1914, au plus fort de l'incompréhension entre le gouvernement et son armée victorieuse de la Turquie et de la Bulgarie², Dimitrijević ne parvint pas à trouver les partisans lui permettant de rééditer le coup de juin 1903, alors que le ministre de l'Intérieur Stojan Protić avait pris un décret résolument contre l'armée, puisqu'il accordait la primauté aux autorités civiles, et non aux militaires, dans les nouveaux territoires (nord de la Macédoine et une partie du sandžak de Novi Pazar)³. Il disposait pourtant d'un poids politique plus important, puisqu'il était le chef du Département du renseignement.

Cette position lui confiait une aura supplémentaire, d'autant que le renseignement jouissait d'une réelle considération dans l'appareil militaire. Certes, Dimitrijević avait montré ses talents lors de sa convalescence allemande. Mais le véritable événement déclencheur fut la bataille de Kumanovo, le 23 octobre 1912⁴. Le chef d'état-major Putnik et le prince héritier Alexandre furent surpris par l'armée ottomane, faute de renseignements préalables et de reconnaissances opérationnelles. Pour la même raison, ils ratèrent la chance de poursuivre les forces ottomanes défaites et de mettre fin efficacement aux opérations dans la région, malgré la disponibilité de troupes fraîches à l'arrière pour une telle action. Même après la fin de la bataille, les Serbes crurent qu'ils avaient combattu les unités ottomanes les plus faibles et que le gros des forces ennemies se trouvait ailleurs. Kumanovo révéla la nécessité de penser différemment le renseignement dans l'action militaire, trop souvent disqualifié par l'intuition du commandant, cette intelligence propre du champ de bataille, que privilégiaient jusque-là les chefs de l'armée serbe⁵. Ainsi pouvait s'expliquer le besoin de se doter d'un véritable chef du Département du renseignement à plein temps, et non plus le donner au plus ancien dans le grade le plus élevé des « agents de supervision ». Cette mutation subordonnait d'une part le remplacement du colonel Dimitrije Pavlović, « officier à la frontière » de Šabac et d'autre part le choix du plus compétent de l'armée serbe pour occuper cette fonction, à l'évidence Dimitrijević. Certes, l'élévation de Pavlović au grade supérieur l'obligea à changer de poste. Toujours est-il qu'il assura l'intérim et accueillit son successeur en octobre 1913. Les deux officiers restèrent en contact par la suite, le temps que le nouveau chef du Département reconnut son poste.

¹ *Ibid.*, III, 1914-1917, 3, 1933, p. 450-451 et 453-458 ; 327-328.

² Cf. Stanislav Sretenović, « La difficile sortie de guerre en Serbie : célébrer la victoire, Belgrade, août 1913 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 107, 2012, p. 31-39.

³ David MacKenzie, *op. cit.*, p. 107-112.

⁴ Borislav Ratković, Mitar Đurišić, Savo Skoko, *Србија и Црна Гора у Балканским ратовима 1912-1913 [Serbie et Monténégro dans les guerres balkaniques 1912-1913]*, Belgrade, Beogradski izdavačko-grafički zavod, 1972, p. 70-83.

⁵ Zoran Dragišić, *op. cit.*

Pavlović n'eut pas besoin de lui présenter les six « officiers aux frontières », puisqu'ils appartenaient en majorité à *La Main noire* (Čeda Popović, Kosta Todorović, Božin Simić, Milan Vidojević). Il lui confia néanmoins que le service disposait d'agents en Sirmie - une province militaire de Croatie faisant face à Belgrade et commandant le Danube et la Save -, ainsi qu'en Croatie.

S'il obtint que le gouvernement ne modifiât pas cette organisation, Dimitrijević apporta deux nouveautés. D'abord, il fixa le quartier général du Département du renseignement au plus près du pouvoir. Le nouveau chef estima que, pour acculturer le haut-commandement militaire et les dirigeants politiques, le service ne devait plus être une simple fonction administrative confié à un « officier aux frontières ». Au contraire, il devait être confié à un officier d'état-major évoluant au plus prêt des centres de décision. Peut-être tenait-il également à rester à Belgrade pour le bien de ses propres activités politiques ? Toujours fut-il qu'il prit ses quartiers dans la forteresse turque surplombant Belgrade, la Save et le Danube. En s'installant au *Paštin Konak* (palais du Pacha) du Kalemegdan, le Département se trouvait dorénavant à deux pas de l'Etat-major général¹.

Le deuxième changement qu'il impulsa concerna les orientations du service. Depuis Garašanin, militaires et politiques serbes ne percevaient la menace que comme provenant du sud. Le danger austro-hongrois ne s'imposa réellement qu'en 1908 avec l'annexion de la Bosnie. Une grande puissance qui se trouvait jusque-là loin des frontières serbes se trouva soudain trop proche. Les orientations géopolitiques face à l'ordre ottoman ayant trouvé, pour la plupart leur réalisation lors des deux guerres balkaniques, le prochain adversaire du nationalisme serbe serait, tôt ou tard, le voisin du nord. Or, aux yeux de Dimitrijević, le Département disposaient d'un dispositif insuffisant de renseignement sur l'Autriche-Hongrie. Pour autant, le lieutenant-colonel n'oublia pas le sud, puisqu'il renforça la surveillance de la Macédoine et de la « Vieille Serbie » encore ottomane, dès la fin de 1913.

De la difficulté de gérer des réseaux

Tout ce programme ne pouvait être réalisé que si le service disposait d'agents compétents. Or, comme Dimitrijević le fit remarquer à son prédécesseur, il semblait que cette qualité manquât. Le lieutenant-colonel avait l'expérience de *La Main noire*, qui se préoccupait moins de recueil d'informations que d'installation de filières d'infiltration et d'exfiltration dans les futurs théâtres d'opération. Il s'agissait de réseaux dormants, qui ne devaient être réveillés qu'en cas d'opération décidée. Pour cela, ils utilisaient les ressources des communautés serbes installées dans les terres irrédentes, employant les mêmes vecteurs que *Défense nationale*. La seule différence tenait dans l'importance des agents employés : là où l'organisation dirigée par les Affaires étrangères visait le plus grand nombre, la *Main noire* se reposait sur des cellules de trois membres. Une constante entre les organisations fut le choix de notables pour les structures dirigeantes locales. Dans les deux cas, il s'agissait de prélats, d'enseignants, de journalistes, d'aubergistes ou de commerçants itinérants.

Au Département de renseignement, la qualité des agents chargés du recueil de l'information, qui n'appartenaient donc pas aux mêmes réseaux que ceux traités par la *Main noire*, était plus aléatoire aux yeux du nouveau chef. Pavlović lui signala Rade

¹ David MacKenzie, *op. cit.*, p. 99-102.

Malobabić. Il n'était pas ce « meilleur agent des officiers » du service qu'on a l'habitude de présenter¹. Il était plus que cela, dans la mesure où Malobabić occupait cette place centrale des services de renseignement du XIX^e siècle, celle de recruteur. Il étudiait les possibilités de recrutement en fonction des objectifs du service, puis approchait les cibles et, si elles passaient la fine observation, étaient recrutées. En outre, Malobabić opérait aussi activement au profit de *Défense nationale*. Cette couverture lui donnait un accès large à la communauté serbe des terres irrédentes. Il appartenait lui-même à la minorité serbe de Croatie et occupait les fonctions de courtier en assurance à Zagreb. Ce qui lui donnait des raisons de voyager ! De fait, il était également sous surveillance de la Section I de la police austro-hongroise, ce qui lui valut d'être arrêté, condamné pour haute trahison à de la prison lors d'un de ces procès de l'été 1908 à Zagreb ; confrontée à la même configuration dans le Trentin et la Vénétie, pareillement pénétrée par l'*Ufficio informazioni* du colonel Silvio Negri, la haute police autrichienne considérait ces organisations sportives ou culturelles serbes comme des foyers de criminalité². Dès sa libération, au cours du printemps 1909, il se rendit à la frontière avec la Serbie, rencontra un des trois « agents de supervision » et proposa ses services. Après une première enquête de moralité, très certainement auprès de Srgjan Budisavljevic, avocat à Zagreb, membre de la Diète croate et de *Défense nationale*, il fut ensuite invité à Šabac où il rencontra Pavlović³. Ainsi Malobabić devint-il agent de l'« officier à la frontière » bosniaque et prit-il un emploi dans la *Gresham Life Assurance Society*, qui disposait d'une filiale européenne à Budapest depuis 1903. Cet emploi le rendait moins suspect aux yeux de la haute police autrichienne.

Par ce premier recrutement « national », apparaissait le rôle décisif des « officiers aux frontières » dans le dispositif de gestion des agents. Ils devinrent la véritable interface entre le service installé à Belgrade, les réseaux de *La Main noire* et le recueil de renseignement stratégique. Alors que ceux faisant face à l'Empire ottoman établirent une organisation sommaire autour des *četnik* et *Komitski*, leurs confrères de la frontière austro-hongroise développèrent à partir de 1908 les réseaux de *La Main noire* en les camouflant dans les effectifs de *Défense nationale*. Il s'agissait aussi bien de filières d'infiltration et d'exfiltration que de réseaux de communication. Cet entremêlement des appartenances et des fonctions amena police et diplomatie austro-hongroises à confondre les activités et les objectifs des deux organisations. Elles firent de *Défense nationale* une association vouée à l'espionnage, alors qu'elle n'était que patriotique et culturelle, tandis que *La Main noire* n'était qu'un parti militaire destiné à intervenir sur la scène politique serbe. Cette erreur d'analyse de l'appareil de renseignement austro-hongrois, patente dans le courrier du général Eugen von Scheure, commandant militaire de Zagreb, au conseiller intime Iván Skerlecz de Lomnicza, vice-roi de Croatie-Slavonie, du 28 décembre 1914⁴, expliquait à la fois la rigueur de la justice impériale, mais aussi en partie le climat suspicieux régnant à Belgrade à l'endroit de Dimitrijević ; l'absence d'une police spécialisée dans la contre-propagande, après l'essai de 1899-1900, était de ce point de vue patent et le Bureau central pour le service d'information défensif du gouvernement de Croatie-Slavonie, créé le 1^{er} juin 1914, sut diffuser les messages qu'il

¹ *Ibid.*, p. 100.

² Andrea Vento, *In silenzio gioite e soffrite. Storia dei servizi segreti italiani dal Risorgimento alla Guerra fredda*, Milan, Il Saggiatore, 2014, p. 51, 63, 120-121 ; Ante Biankini, *Austro-Magyar Judicial Crimes. Persecutions of the Yugoslavs. Political Trials, 1908-1916*, Londres, Hayman, Christy & Lilly, s.d. [1917], p. 21, 19.

³ David MacKenzie, *op. cit.*

⁴ François Barac, *Les Croates et les Slovènes ont été les amis de l'Entente pendant la Guerre. Quelques Documents officiels tirés des Archives militaires d'Autriche-Hongrie*, Paris, Lang, Blanschong et Cie, 1919, p. 30.

fallait pour mettre le chef du Département de renseignement serbe en mauvaise posture, politique à tout le moins. Ainsi, les Autrichiens pensaient que « *selon les statuts de la [Défense nationale], le maintien de la communication des membres étrangers avec la Serbie constitue une tâche spéciale et importante. Tout membre de la [Défense nationale] qu'on pourrait découvrir et examiner est donc d'une haute importance militaire* ».

Or, l'organisation développée par les « agents de supervision » fut plus subtile. Ainsi, le major Kosta Todorović, « officier à la frontière » de Loznica¹, sous-traita au printemps 1914 la totalité du courrier destiné aux Serbes de Bosnie à un marchand de vingt ans, appartenant aux deux organisations serbes, Kosta Jovicić. Jusque-là, un autre marchand, Nedeljka Žarić, lui servait « *d'intermédiaire pour les communications écrites et orales entre les agents* » du Département de renseignement². Žarić et Jovicić recevaient les plis de Belgrade par l'intermédiaire de l'instituteur Milivoje Jakovljević, de Mali Zvornik, en Serbie. Ils étaient ensuite recopiés en prenant soin de leur donner l'aspect de lettres commerciales. Là où Žarić utilisait huit personnes pour mener à bien sa mission, son successeur en confiait l'acheminement le plus normalement du monde à... la poste officielle de Bosnie, sous enveloppe cachetée au nom de l'entreprise *Joco Jovicić*. « *Chaque lettre arrivait à destination en temps et en heure. J'en envoyais une dizaine par jour, ainsi personne ne pouvait se douter de nos activités* »³.

Les couvertures utilisées par le service de renseignement serbe pour camoufler ses activités contribuèrent à brouiller les cartes durablement sur la réalité de ses activités. La seule véritable fuite, pendant cette période de l'avant-« guerre civile européenne »⁴, fut la découverte du journal de bord de Todorović, lors de l'avancée des troupes austro-hongroise à Loznica, dans les premiers jours d'août 1914. La Section I de la police austro-hongroise le transmit au service du chiffre de l'*Evidenzbureau*, qui mit une année à décrypter le codage des mots tracés par l'officier, mais sans révéler totalement leur signification. Il ne resta plus à la police de Bosnie qu'à démanteler le réseau de l'« agent de supervision ». Toutefois, lorsque s'ouvrit le procès de ces agents, le 9 novembre 1915 à Banja Luka, quelque cent cinquante-et-une personnes - dont cent douze hommes - furent présentées aux juges. Le 22 avril 1916, quatre-vingt-dix-huit se virent condamnées à des peines allant de la peine de mort (seize) à deux mois de prison ; parmi elles se trouvaient la ligne de communication de Žarić⁵. Jovicić fut présenté devant un juge autrichien le 26 octobre 1916, à Sarajevo, mais il fut acquitté⁶. Cette hétérogénéité de traitement résultait de l'incertitude des enquêtes de police. Le procès de Banja Luka, et dans une moindre mesure celui de Sarajevo, étaient révélateurs de l'arbitraire des habitudes judiciaires autrichiennes autant que la confusion à différencier les couvertures du Département de renseignement des associations culturelles et sportives serbes. S'il était vrai que le major Todorović utilisa les possibilités offertes par la société athlétique Сокол [Faucons], comme d'ailleurs l'avocat

¹ Đorđe Beatović, *Братунцу и околини. У мојим успоменама* [Bratunac et ses environs. Dans mes souvenirs], Belgrade, 1981, p.42-43 ; Dragoslav Ljubibratic, *Млада Босна и Сарајевски атентат* [Jeune Bosnie et l'assassinat de Sarajevo], Sarajevo, Muzej grada, 1964, p.218 ; Dragutin J. Deroko, *Дрина: географско-Туристичка монографија* [Drina : monographies géographiques], Belgrade, Čigoja štampa, 2004, p.247

² Ante Biankini, *op. cit.*, p. 84.

³ Grégoire Jovicic, *L'annexion de la Bosnie Herzégovine par l'Empire Austro-Hongrois en 1907 : Un état de crise et les prémices d'une Europe libre, démocratique et pluriculturelle par Kosta Jovicic (1893-1977), Dirigeant de « Narodna Odbrana », membre de « Mlada Bosna » et Trésorier de « Srpski Soko »*, p. 14, [http://www.jovicic.com/Annexion de la Bosnie Herzégovine \(1907\).pdf](http://www.jovicic.com/Annexion de la Bosnie Herzégovine (1907).pdf) [consulté le 2 juillet 2014].

⁴ Sur cette notion qualifiant cette enchaînement funeste liant les deux guerres mondiales, cf. Enzo Traverso, *A feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007.

⁵ Ante Biankini, *op. cit.*, p. 49-75 ; *Le Mercure de France*, 16 novembre 1916.

⁶ *Ibid.*, p. 92, 95.

Budisavljević l'infiltra à Zagreb, à la demande de Pavlović¹, tous ses membres n'appartenait pas à *La Main noire*.

L'incapacité de la Section I de la police austro-hongroise à détecter précisément les agents d'action de *La Main noire* et les agents du Département de renseignement dépendit largement de l'habileté de Malobabić. Rapidement, sous l'impulsion de Dimitrijević, il devint une pièce essentielle du fonctionnement du renseignement serbe. En moins temps qu'il n'en fallait, il parvenait à monter un réseau. Il recrutait ses agents dans les endroits les moins probables, mais les plus rémunérateurs, comme le Club des officiers de Zagreb. Contrairement aux personnels de *Défense nationale* ou de *La Main noire*, les agents de renseignement n'étaient pas tous recrutés parmi la meilleure société. Il est à noter que les besoins en renseignement de Dimitrijević, face à l'Autriche-Hongrie, différaient largement de ceux de Pavlović, face à l'Empire ottoman. *Cetnik* et *Komitski* suffirent à fournir les informations utiles au commandement serbe, en même temps qu'ils se livrèrent à des opérations clandestines, depuis l'assassinat ciblé jusqu'au coup de main armé. La situation était tout différente à la frontière nord, pénétrée des influences démocratiques d'Europe et révoltée des méthodes anarchistes qui s'étaient manifestées à la fin du XIX^e siècle de Paris à Saint-Petersbourg. De la même façon que le renseignement opérationnel ne permettait plus de tels errements comme à Kumanovo, l'« action invisible » ne pouvait plus se permettre d'utiliser des méthodes semblables.

Toutefois, s'il était une chose d'améliorer les capacités d'information d'un service, encore fallait-il que le renseignement recueilli pût servir à quelque chose. Cette question se posa avec une acuité particulière en mars 1914, lorsque Malobabić informa Dimitrijević de la prochaine visite de l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, l'archiduc Franz Ferdinand von Österreich-Este, à Sarajevo, pour la fête serbe de Saint Vidovdan, le 28 juin, jour anniversaire de la défaite des Serbes à la bataille de Kosovski boj en 1389. Cette nouvelle plaça le chef du Département de renseignement dans une exaltation propre à l'auto-intoxiquer. Dès sa prise de commandement, il avait pris connaissance des informations fournies à son service par l'*Ufficio informazioni*, en septembre 1912. Au moment de quitter son poste, le colonel Silvio Negri avait fait passer à Pavlović, par l'intermédiaire du colonel Eugenio de Rossi et de son ancien camarade de la *Scuola di Guerra* de Turin, le chef d'état-major bulgare, le général Ivan Fitchev, des informations précises sur le plan austro-hongrois². Cet arrière-plan intellectuel vint inévitablement exacerber son nationalisme. Il ne put voir dans cette venue qu'une provocation insoutenable pour un patriote serbe. D'autant que dans son esprit, Franz Ferdinand n'était pas un réformateur du dualisme austro-hongrois au profit d'une fédération supranationale, favorable aux Slaves du Sud. Il n'était pas plus cet opposant à un traitement dur de la Serbie, parce qu'il amènerait l'Autriche-Hongrie à un conflit ouvert avec la Russie, ruinant les deux Empires³. Au contraire, il ne voulait voir en lui que cet inspecteur-général des forces armées de l'Autriche-Hongrie, un velléitaire antiserbe oppresseur des populations de Slovénie, de Croatie, de Syrie, de Bosnie et d'Herzégovine. Sa venue à Sarajevo, dans un climat de manœuvres militaires, fut analysée à Belgrade comme le dernier acte avant une invasion de la Serbie. En mai 1914, le lieutenant-colonel en arriva même à penser que la mort de l'héritier des Habsbourg

¹ *Ibid.* ; David MacKenzie, *op. cit.*, p. 100.

² Mile Bjelajac, Predrag Trifunović, *op. cit.* ; Eugenio de Rossi, *La vita di un ufficiale italiano sino alla guerra*, Milan, Mondadori, 1927, p. 71-75, 186-200.

³ Leo Valiani, *La Dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, Milan, Il Saggiatore, 1966, p. 19-20.

fragiliserait le parti belliciste à Vienne, alors qu'il était mené par le général Franz Conrad von Hötzendorf, chef de l'état-major général impérial, et, ce faisant, éloignerait le spectre de la guerre de la Serbie.

Cette volonté d'éviter tout nouveau conflit s'expliquait par l'épuisement du pays, après deux guerres consécutives et coûteuses en hommes et en matériel. Peu après son retour de Berlin, n'avait-il pas dit à Svetozar Pribičević, un politicien serbe de Croatie, leader de la Coalition croato-serbe [Хрватско-српска коалиција], parti majoritaire en Croatie : « *Nous avons encore besoin de plusieurs années de paix. Après seulement nous viendront à vous* »¹ ? Ce vœu était partagé par la classe politique toute entière et, pour une fois, le chef du gouvernement, Nikola Pašić, et le chef du Département du renseignement se trouvèrent sur la même position. Car, au-delà du constat, les solutions prônées par Dimitrijević relevaient d'une lente et sûre intoxication. A l'Etat-major général, il baignait dans un climat largement austrophone². Les informations venant de son informateur préféré, Malobabić, lui semblaient toutes confirmer cette volonté autrichienne d'en finir avec la Serbie. Son agent au Club des officiers de Zagreb n'avait-il pas entendu l'archiduc porter un toast, à la fin d'un dîner d'officiers de garnison, en s'exclamant : « *A vous revoir à Belgrade ! A bas la Serbie !* »³ D'autres informations furent plus orientées. Celles-là lui provenaient d'agents bosniaques, comme Vladimir Gaćinović. Intellectuel serbe de Bosnie, membre de *Défense nationale* et de *La Main noire*, il était un interlocuteur régulier de Dimitrijević depuis 1912, bien avant qu'il prit la direction du Département du renseignement. Pašić vit d'un mauvais œil cette liaison, lorsqu'elle reprit au début de l'année 1914. Il s'en ouvrit au chef d'état-major général, Radomir Putnik, estimant qu'elle constituait un danger pour le pays⁴. Par son agent au sein de *La Main noire*, le chef du gouvernement savait que Gaćinović était aussi un partisan acharné de la disparition de Franz Ferdinand.

Depuis qu'il avait rejoint la formation politique, *Jeune Bosnie* [Млада Босна], Gaćinović passait son idéologue. Il inaugura ainsi une politique terroriste, dont le premier éclat fut un attentat contre le gouverneur de la Bosnie-Herzégovine, le général Marijan Varešanin, à l'occasion de la visite de l'empereur François-Joseph à Sarajevo le 10 juin 1910. La logistique de cette opération fut menée avec les seules ressources de l'organisation⁵. Le suicide de son auteur, Bogdan Žerajic, offrit à Gaćinović de rédiger un pamphlet anarchiste en l'honneur du jeune homme. Le nihilisme du mouvement l'amena à tenter d'autres attentats en Croatie, tentant d'assassiner, le 8 juin et le 31 octobre 1912, le commissaire de Croatie, Slavko Cuvaj. Les autorités de la vice-royauté de Croatie-Slavonie proclamèrent la loi martiale, ce qui n'empêcha pas *Jeune Bosnie* d'organiser un attentat à la bombe contre la résidence du gouverneur de Rijeka du 3 octobre 1913⁶. En janvier 1914, Gaćinović convoqua à Toulouse une réunion secrète avec deux hommes, dont Mehmed Mehmedbašić. Ce dernier fut désigné pour assassiner le gouverneur de Bosnie et Herzégovine, le général Oskar Potiorek. De France, le tueur désigné se mit en marche pour accomplir son crime, portant pour seul équipement une dague pour accomplir son forfait et du poison pour se supprimer. Au moment de passer

¹ David MacKenzie, *op. cit.*, p. 124-125.

² Vladimir Giesl von Gieslingen à Berchtold, 6 juin 1914 [Ludwig Ritter, Hans Uebersberger (ed.), *Österreich-Ungarns Außenpolitik, 1908-1914*, VIII, Vienne, Österreichisches Bundesverlag, 1930, p. 118-120].

³ David MacKenzie, *op. cit.*, p. 132.

⁴ *Ibid.*, p. 124.

⁵ Dragoje Todorovic, *Др Стеван Мољевић: рецу, пером, делом сам за животом Уједињено Српство* [Stevan Moljevic : pour la serbité unifiée par la parole, l'écriture, l'œuvre et la vie], Belgrade, Kalekom, 2000, p. 16.

⁶ Vladimir Dedijer, *Sarajevo 1914* [Sarajevo 1914], Ljubljana/Belgrade, Driavna Založba Slovenije/Prosvetavajetlost, 1966, p. 289-290.

la douane autrichienne, il se débarrassa du tout, renonçant à accomplir son forfait par peur d'affronter la police autrichienne. Peut-être que cet agent du Département serbe de renseignement agit aussi sur ordre de Dimitrijević, visant à tempérer l'ardeur improductive des Jeunes Bosniaques ?

Gaćinović ne s'en tint pas pour vaincu. Il entreprit de convaincre Dimitrijević du bien-fondé de soutenir une campagne terroriste en Bosnie. N'avait-elle pas réussie dans l'Empire ottoman ? Franz Ferdinand ne représentait-il pas une menace pour la sécurité intérieure de la Serbie ? Le chef du Département de renseignement se montra-t-il plus réceptif que toute son attention était accaparée par la question du décret Protić et l'opportunité de fomenter un nouveau soulèvement militaire ? A moins que ce fût par dépit de n'avoir pu se lancer dans un nouveau complot ? Toujours fut-il qu'il se montra convaincu : pour éviter la disparition de sa chère nation, le prince-héritier devait mourir ! Cette décision fut prise à la fin du mois d'avril 1914. Compte-tenu de l'état de ses relations avec le gouvernement, il n'en parlât pas avant le 2 juin suivant. Dans l'intervalle, il mit en œuvre la logistique de *La Main noire* et s'en ouvrit à l'attaché militaire russe, le colonel Artamonov¹. Les deux hommes se connaissaient et s'appréciaient, mais il était aussi dans les fonctions du Russe d'entretenir une liaison avec tous les chefs du Département de renseignement qui se succédèrent depuis son arrivée en 1909. Il savait le manque chronique de moyens dans lequel ils évoluaient, ainsi que la paupérisation plus générale de l'armée serbe, et ce fut tout naturellement qu'il proposa de financer cette opération spéciale. L'officier russe s'était déjà alarmé auprès de son gouvernement des dispositions des cercles militaires autrichiens et allemands à l'égard de la Serbie². N'avait-il pas déjà soutenu l'établissement du réseau austro-hongrois de Dimitrijević, quelques mois auparavant³ ? Evidemment, une telle générosité s'expliquait par un échange de bons procédés. Le réseau serbe dans la Double monarchie alimentait également l'état-major général russe en information. Artamonov devait même être au courant du déroulement de l'opération, puisqu'il quitta subrepticement Belgrade pour la Suisse le 19 juin, n'y revenant que le jour de la mobilisation serbe, le 15 juillet suivant⁴. Comment en aurait-il été autrement « dans le petit Belgrade de l'époque, où la vie publique était confinée dans quelques cafés, le complot ne pouvait rester secret »⁵ ?

L'utilisation des réseaux de *La Main noire* fut tout aussi facile. Depuis les opérations de guérilla en Macédoine, le major Vojislav Tankosić était devenu un ami ; qui plus est, il siégeait au comité central exécutif de *La Main noire*. Tout naturellement, il accepta de recruter de jeunes Bosniaques, tâche qu'il confia à Milan Ciganović, sans savoir qu'il en informerait Pašić. Trois tueurs du *Jeune Bosnie*, Nedjelko Čabrinović, Gavrillo Princip et Trifko Grabež, se présentèrent au major Čeda Popović, « agent de supervision » à Šabac, qui les envoya à Belgrade où Ciganović les prit en charge. Pendant tout leur séjour en Serbie, ce fut le seul « officiel » serbe qu'ils rencontrèrent. Le Département du renseignement compléta l'équipe par un agent de liaison à Sarajevo, un jeune éditeur entré en contact avec le service en novembre 1913, Danilo Ilić. Pour sa part, le secrétaire de *Défense nationale*, le capitaine Milan Vemir, confirma que

¹ C'est l'avis de Luigi Albertini, qui le rencontra dans les années 1930 [*The origins of the War of 1914, 2, The Crisis of July 1914, from the Sarajevo Outrage to the Austrohungarian General Mobilization*, Londres, Oxford University Press, 1954, p. 82-86].

² David MacKenzie, *op. cit.*, p. 130-131.

³ Joachim Remak, *op. cit.*, p. 57.

⁴ Sean McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge, Harvard University Press, 2011, p. 47.

⁵ Luigi Albertini, *op. cit.*, p. 47.

Čabrinović était membre de l'organisation depuis 1912 ; il ne se doutait pas que le père du jeune homme fût un indicateur de la Section I de la police austro-hongroise¹. A Sarajevo, trois autres militants de *Jeune Bosnie*, Vaso Čubrilović, Cvjetko Popović, Mehmed Mehmedbašić, attendaient le retour de leurs amis partis uniquement chercher des armes en Serbie. Tankosić élaborait un programme d'entraînement (maniement d'armes, grenades et poison), sachant que le commando d'assassins devait quitter la Serbie le 28 mai 1914. L'arsenal de Kragujevac fournit l'armement, quatre Brownings belges neufs, six grenades serbes et six doses de poisons. Ciganović les remit à Grabež la veille du départ.

Lorsque le 2 juin 1914, Dimitrijević et Tankosić présentèrent l'opération au Comité central exécutif de *La Main noire*, les autres membres hurlèrent à la folie. Ils imposèrent au chef du Département de renseignement de l'annuler. Mais les trois Bosniaques et les armes avaient déjà été exfiltrés de Serbie par la filière de *La Main noire* de Šabac. Ils avaient empruntés les chemins de contrebande, ouverts par Popović et son confrère de Loznica, le capitaine Prvanović, ainsi que le sergent Grbić, de la garde frontière serbe, pour entrer en Bosnie. Puis, de correspondants en correspondants, de *La Main noire*, ils progressèrent selon deux itinéraires différents, jusqu'à Tuzla. Pendant que Prinčip et Grabež emportaient les armes par une voie clandestine, Čabrinović entra officiellement en Bosnie par le chemin normal, mais nanti de faux-papiers au nom de Grabež, parce qu'il avait déjà été condamné par la justice autrichienne. Ils laissèrent les armes chez Miško Jovanović, directeur de la banque de Tuzla, à charge pour Ilić de venir les récupérer depuis Sarajevo, le 14 juin suivant, le plus simplement du monde en train². Cette filière d'exfiltration fut démantelée par la Section I de la police austro-hongroise dans l'enquête sur l'assassinat de Franz Ferdinand et de son épouse. Elle fut jugée du 12 au 23 octobre 1914 aux côtés des assassins. Alors que ces derniers ne furent condamnés qu'à des peines de prisons, les principaux agents logistiques (Jovanović et Ilić notamment) furent pendus le 3 février 1915.

Pašić ordonna pareillement à Dimitrijević d'empêcher les jeunes Bosniaques de franchir la frontière, ce qu'il ne put faire en raison des délais. Informé par Ciganović de l'opération à peu près au même moment que le comité central exécutif de *Défense nationale*, le chef du gouvernement se décida alors d'alerter Vienne. Mais quel moyen entreprendre pour ne pas apparaître comme les organisateurs de ce complot ? Pour ne pas incriminer la Serbie dans cette affaire au-delà du soutien logistique qu'elle apportait, il ne pouvait s'agir d'une intervention officielle, via une déclaration au ministre des Affaires étrangères austro-hongrois. Interrogé, le ministre serbe dans la capitale impériale, Jovan Jovanović, suggéra d'opter pour une « initiative personnelle ». Il la ferait auprès d'un de ses contacts les plus réguliers, le ministre des Finances Leon von Bilinski. Mais, pensant parler avec un interlocuteur compréhensible, Jovanović rencontra en fait un « faucon » violemment antiserbe qui lui joua la comédie ; faisant mine de ne pas le croire, il prétextait son ignorance de la situation réelle en Bosnie, du programme du prince-héritier et des personnes à contacter. En clair, il n'entendait rien faire et, surtout pas accéder à la demande du diplomate serbe de repousser la venue du couple impérial à Sarajevo³. Cette réponse sembla satisfaire Pašić, qui ne tenta plus d'autre initiative pour empêcher l'assassinat du prince héritier austro-hongrois.

¹ Joachim Remak, *op. cit.*, p. 61.

² *Ibid.*, p. 76-97.

³ *Ibid.* ; Graydon A. Thunhall, Jr., « Austria-Hungary », Richard F. Hamilton, Holger H. Herwig, *The Origins of World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 120.

*

Les conséquences internationales de l'assassinat de Franz Ferdinand, conjuguées à l'échec du putsch de mai 1914, signifièrent la fin de la carrière du colonel Dragutin T. Dimitrijević. L'appareil serbe de renseignement avait pourtant fini par s'imposer comme un outil d'information du commandement. Il est vrai également que la prise de conscience de Kumanovo fut rapidement annihilée par l'erreur d'appréciation de l'affaire de Sarajevo et ses conséquences immédiates pour la Serbie. Il semblerait que l'*Evidenzbureau* réussit à désinformer le Département de renseignement, que l'auto-intoxication avait tenu loin des analyses de l'ordre de bataille réel autrichien. Pris au dépourvu, Dimitrijević convoqua en toute urgence Malobabić, qu'il avait jusque-là maintenu à l'écart du complot bosniaque. Les multiples passages de frontière de l'agent d'assurance serbo-croate, jusqu'au 25 juillet 1914, finit par intriguer le contre-espionnage autrichien, renforcé depuis l'assassinat. Malobabić fut-il recruté par la partie adverse ? Début juin, les ennemis de Dimitrijević l'avaient déjà fait arrêter par la police de Belgrade, au motif d'intelligence avec l'ennemi autrichien ; devinant la motivation politique se cachant derrière ces accusations du chef du poste frontière de Podrinska, le chef du Département de renseignement avait facilement obtenu sa libération, demandant au passage que la police collaborât avec son service plutôt que d'entraver inutilement son action¹. Cet arbitraire incita peut-être le principal recruteur serbe à trahir la cause qui lui était si chère pour conserver sa vie grâce à la protection de l'occupant honni ? Ainsi s'expliquerait cette erreur du renseignement serbe, qui vît les troupes austro-hongroises au nord, entre Save et Danube, alors qu'elles vinrent de l'Ouest, depuis la Syrmie. Celle-ci ne pouvait seulement être causée par le démantèlement des réseaux serbes de Bosnie, aussi bien de renseignement que d'action. Voilà pourquoi Malobabić fut à nouveau appréhendé le 25 juillet, après un dernier point d'information avec Dimitrijević².

Cette succession d'échec depuis 1912 ne remet pas en cause l'existence du service de renseignement : le déclenchement de la guerre contre l'Autriche-Hongrie le transforma en Service de renseignement du Département des opérations du commandement suprême. Elle ne coutât pas plus son poste à son chef. Dimitrijević assura la transition, de la même façon qu'il dirigea l'action de quatre contingents de *četnik*, commandés par les majors Vojislav Tankosić, Vojin Popović Unk et Velimir Vemić, ainsi que par le colonel Čedomir A. Popović. En fait, la Première Guerre mondiale imposa le modèle de services permanents, à destination du commandement militaire comme du pouvoir civil. Mais la Serbie, qui n'en n'était qu'au début de son long apprentissage démocratique, ne pouvait construire à la fois un Etat et un appareil de renseignement. L'assassinat du roi Alexandre, à Marseille, le 9 octobre 1934, montrait que les problèmes de fonctionnement de l'avant-guerre n'étaient pas réglés.

Ce premier épisode de la « guerre civile européenne » en fit grandement la démonstration. Certains des compagnons de Dimitrijević furent emportés par les

¹ Cf. le seul rapport publié de Dimitrijević, adressé à la Direction des opérations de l'Etat-major general le 21 juin 1914, dans Vladimir Dedijer, *Života Anić, Dokumenti o spolnoj političkoj Kraljevine Srbije 1903-1914* [Documents sur la politique étrangère du Royaume de Serbie 1903-1914], VII, 2, Belgrade, Srpska akademija nauka i umetnosti, 1980, p. 363-364.

² David MacKenzie, « Radeta Malobabić : Serbian Patriot or Austrian Spy ? », *Serbian Studies*, XVI, 1, 2002, p. 53-66.

combats contre l'adversaire austro-hongrois, d'autres furent rattrapés par la compétition entre les comploteurs de 1903 et l'entourage du prince-régent qui faisait rage depuis le printemps 1914¹. Les relations entre Dimitrijević et Alexandre finirent par se détériorer dès lors que ce dernier disposa du commandement de l'armée. Le sort du chef du Département de renseignement sembla jeté. Le 27 mars 1915, il abandonna ce poste pour un autre dans un état-major d'une division de réserve de la Première armée, - jusqu'au 10 mars 1916 - où il fut nommé colonel, le 1^{er} octobre 1915 -, puis de la Troisième armée, où la vindicte d'Alexandre le cueillit par surprise le 10 décembre 1916. Le vieux Vojvoda Radomir Putnik, malade, ne pouvait plus rien pour lui. Le 13 juillet 1917, Dimitrijević fut fusillé au terme d'un procès aux relents de règlement de comptes remontant à 1903 et de résidus de propagande autrichienne... Non, *La Main noire* ne chercha pas à renverser la dynastie des Karađorđević, pas plus qu'elle ne fut une organisation terroriste. Mais « Apis » fut une commode victime expiatoire...

Gérald Arboit
Juillet 2014

¹ Dušan T. Bataković, « Storm over Serbia. The Rivalry between Civilian and Military Authorities (1911-1914) », *Balkanica*, XLIV, 2013, p. 307-350.